

qui les commirent? Avait-on jamais vu, depuis les temps modernes, des troupes auxquelles leurs officiers commandassent des atrocités? Or, que cela ait été fait, nous en avons la preuve dans les lettres de soldats grecs, saisies par les Bulgares et dont on pourra lire des copies dans les Annexes du présent rapport. D'un autre côté, des officiers grecs assurent qu'ils ont la preuve formelle que des chefs bulgares ont toléré et même ordonné des atrocités dans des villes grecques. L'effet moral produit sur les centaines et les milliers de jeunes gens qui participèrent à des crimes officiellement autorisés ou qui, du moins, les connurent, ne se dissipera pas aisément. Si l'on réfléchit qu'il s'agit là de peuples n'ayant pas encore atteint cette stabilité des conceptions morales qui se rencontre dans les nations plus civilisées, on évaluera les effets irréparables de ce retour à la barbarie.

A cette première série de tristes conséquences vient s'ajouter l'horreur des mutilations, des tortures, des soldats achevés sur le champ de bataille, horreurs dont la liste a été dressée par le Bureau des Affaires étrangères à Belgrade, chaque rapport renfermant le nom des victimes et portant la signature du commandant. Puis voici les exemples de mauvais traitements envers les prisonniers, plus spécialement des Bulgares envers les Turcs, des Serbes et des Grecs envers les Bulgares. Non moindres furent les souffrances des réfugiés turcs, au nombre de plus de 200.000, les uns chassés de leurs territoires par les Grecs, les autres que la terreur faisait fuir à l'approche des Bulgares. Nous avons vu des milliers de ces réfugiés à Salonique ou dans les environs, des milliers encore à Drama et à Kavalla. Ils étaient toujours pitoyables à voir, campés au hasard, en plein air, sans abri, leurs enfants presque nus, aucun d'eux ne sachant où chercher de la sécurité. Ils avaient abandonné leurs fermes et leurs récoltes, n'emportant que quelques bêtes qu'on leur volait souvent ou qu'on les obligeait à vendre pour un morceau de pain. Plus de 135.000 Bulgares avaient fui de la sorte les territoires nouvellement occupés par les Grecs. Parmi eux se trouvaient des prêtres, des instituteurs et des notables, dont les intérêts et les sympathies allaient vers les Bulgares.

Il sera suffisant qu'on se reporte à ce qui a déjà été dit concernant les attentats contre les nationalités. Rien ne peut mieux dépeindre le désordre social et moral que tous ces exemples de fonctionnaires municipaux, d'instituteurs, de notables, arrêtés, maltraités, emprisonnés sans aucune procédure légale et, quand on leur laissait la vie, chassés de leurs maisons, contraints d'abandonner, derrière eux, les églises et les écoles qu'ils avaient chéries, ainsi que les biens de ces fondations et leurs biens propres. Souvent, on les empêchait de communiquer avec leur famille. On peut essayer de défendre une pareille intolérance des Grecs et des Serbes envers les institutions bulgares, en alléguant la propagande militante que prêtres et maîtres d'école menaient en faveur de leur pays; mais de tels